

## Construire un monde post-extractiviste, post consumériste

31 décembre 2015 par Nicolas Sersiron , Robin Delobel



Le monde post-extractiviste arrivera, quelle que soit la volonté de ceux que Jean Ziegler appelle « les saigneurs de la terre », aussi désignés les 1% par Occupy et les Indignés. La question est de savoir comment il est possible de créer ce monde post-extractiviste, avant qu'il ne s'impose par la raréfaction des ressources naturelles. L'accélération des désastres climatiques et environnementaux, puis dans un proche avenir un effondrement des sociétés extractivo-consuméristes [\[1\]](#) avec une montée très probable de la barbarie, sont des probabilités fortes si rien ne change. Les métaux et les énergies fossiles sont des ressources finies dont les limites se rapprochent rapidement. L'eau douce, les sols agricoles, les forêts, les poissons, le sable sont eux aussi des ressources finies quand est dépassée la capacité des écosystèmes à les renouveler. Quant à la biodiversité, dont nous sommes un des éléments, elle est en chute libre pendant que le chaos climatique progresse.

Le productivisme agricole, initié par la « révolution verte », doit impérativement laisser la place à une agriculture respectueuse du climat, des sols, de l'environnement et de la santé des humains. Le gaspillage alimentaire, la production de nérocarburants et la consommation de viande devront diminuer très fortement si nous ne voulons pas que la désertification et la faim ne progressent de façon irréversible. L'utilisation démentielle des énergies fossiles aura des conséquences catastrophiques sur le climat tellement la complexité des interactions est grande si nous restons sur la trajectoire actuelle.

Quant aux apprentis sorciers de la géo-ingénierie qui veulent nous faire croire qu'ils peuvent lutter contre le réchauffement avec des moyens artificiels, plutôt que de s'attaquer aux émissions de GES des sociétés consuméristes, ils nous font courir des risques insensés, tel l'arrêt de la mousson en Inde avec une gigantesque famine. [2] Comme disait Einstein, « On ne résout pas les problèmes avec les modes de pensée qui les ont engendrés ».

La croissance de la consommation des ressources naturelles sur la trajectoire de ce début du 21<sup>e</sup> siècle (bien qu'en baisse ces derniers mois, notamment du à la baisse de la croissance chinoise) donne chaque jour plus de poids à l'hypothèse de l'effondrement. [3] Même la [BM](#) [4] et l'AIE, des institutions qui ont toujours soutenu le pillage des ressources naturelles et les profits capitalistes, sont d'accord pour dire que si nous ne laissons pas les trois quarts des ressources fossiles dans le sol, l'augmentation de 2°C, considérée comme une limite impérative par le GIEC, sera largement dépassée bien avant la fin du siècle. [5]

L'agriculture productiviste - grande émettrice de GES - ne pourra faire face à un tel bouleversement climatique. Elle sera incapable de fonctionner avec un pétrole très cher et ne pourrait s'adapter suffisamment vite aux variations de températures et de saisonnalité des pluies ou des sécheresses et nourrir les immenses agglomérations. Violence, guerre, tyrannie deviendraient alors les dernières solutions pour le partage de la nourriture et de l'énergie restantes, comme le décrit de manière très sombre le film Mad Max. Une autre agriculture, résiliente au pétrole, doit se développer rapidement. Que ce soit avec l'agroécologie urbaine, les ceintures maraîchères ou le redéploiement de l'agriculture paysanne et écologique, elle se fera avec des techniques respectueuses « des conditions de vie et du patrimoine naturel. » [6]

Quant aux énergies renouvelables, si elles sont de vraies solutions pour remplacer les énergies fossiles déclinantes et désastreuses pour le climat, elles nécessitent de grandes quantités de métaux et de ressources naturelles déjà limitées. [7] Le prix actuel du pétrole, très bas, masque la réalité du pic pétrolier. [8]

Le pic géologique, celui des matières premières minérales, le pic énergétique, le pic agricole et bientôt le peak everything seront bientôt atteints. Les énergies renouvelables ne seront une alternative crédible que dans la mesure où le gaspillage énergétique cessera. Inutile autant qu'impossible de construire des éoliennes si c'est pour consommer toujours plus. Il faut des ressources métalliques énormes pour fabriquer une grande éolienne : 1 tonne de cuivre et 500kg d'aimants de néodyme, un des métaux contenus dans les terres rares. Il en va de même pour les panneaux solaires qui nécessitent argent, cuivre, silicium, plastique et terres rares. Quant aux centrales nucléaires : elles nécessitent encore plus de métaux rares tels que titane, cobalt, tantale, zirconium, hafnium, indium, argent, sélénium et lithium « alors que les réserves de tous ces métaux si spécifiques ne dépassent pas le siècle. » [9] Philippe Bihoux explique dans ses livres comment la High Tech emballe le système.

**Nous, les habitants des pays les plus prospères, sommes donc face à un choix très clair.**

- Soit décider volontairement de diminuer notre empreinte écologique, donc notre consommation matérielle, en réduisant fortement nos besoins en bois, minéraux, viandes, poissons, énergies y compris d'origine renouvelable, eaux douces et terres arables. Aller vers la simplicité impliquera de remplacer le système de la mode, de l'obsolescence programmée et du gaspillage. Indispensable si nous voulons stopper le réchauffement planétaire produit en guère plus d'un demi-siècle conjointement aux désastres environnementaux et sociaux, pour laisser une terre viable pour nos

enfants. Il faut des temps longs pour que la nature et les ressources écosystémiques retrouvent leur équilibre, les pertes de biodiversité sont définitives.

■ Soit laisser le *business as usual* continuer à détruire notre biotope au nom du « libre » échange », de la « libre » concurrence et de la « libre » entreprise, avec pour seule idéologie le grand mensonge libéral du TINA. Que les dominants veuillent se noyer dans des piscines de bénéfices pourrait nous laisser indifférents si leurs folies ne nous entraînaient dans une débâcle aussi certaine que collective. L'incapacité de nos décideurs politiques à interdire les PFJ [|10|](#) ou à contraindre les banques trop grandes pour faire faillite à se scinder en plusieurs banques non dangereuses pour l'économie est le signe d'une connivence mortifère.

Pourquoi les banques ne continueraient-elles pas à jouer à la [bourse-casino](#) sur les matières premières, pétrole et nourriture ? Pourquoi ne pourraient-elles pas continuer à être sauvées par les contribuables quand elles tombent en faillite en entraînant celle de toute l'économie, nous disent-elles tranquillement ? Ces fameuses [banques systémiques](#), too big to jail, trop grosses pour aller en prison, font grossir la [dette](#) publique par leurs combines d'évasions fiscales dans les [paradis fiscaux](#), leurs délires mégalos et leurs prêts avec intérêts aux Etats. [|11|](#)

Nous devons prendre en mains notre avenir et organiser un plan de sauvetage du peuple par le peuple. Les dirigeants politiques, tout comme les responsables des grandes institutions financières, devenus les passe-plats des détenteurs de capitaux, n'hésitent plus à mentir ou à verser dans la schizophrénie. Olivier Blanchard, chef économiste du [FMI](#), a expliqué fin 2012 que l'institution s'était trompée dans ses calculs et que les mesures d'austérité avaient en réalité des effets multiplicateurs augmentant la [récession](#) économique. Néanmoins, le FMI, à travers la [Troïka](#), continue à imposer des mesures d'austérité aux pays européens, semblables à celles imposées depuis 30 ans aux PED. Il impose à la Tunisie des mesures d'austérité typique des PAS en échange de nouveaux prêts, ainsi que le remboursement des prêts odieux de la période Ben Ali, de même qu'il continue, par ses conseils, de faire saigner le peuple grec.

La BM continue à prêter en 2013 des dizaines de milliards de dollars pour l'extraction des énergies fossiles et alerte dans le même temps sur les cataclysmes à venir provoqués par le réchauffement climatique. Pour gagner l'élection le candidat François Hollande déclare que son plus grand ennemi est la finance, mais après trois ans de mandats, impose des mesures d'austérité au peuple, sanctifie la croissance du [PIB](#), les profits des entreprises et rembourse une [dette illégitime](#).

### **Les résistances sont liées**

Les résistances à l'[extractivisme](#), à la dette illégitime, à l'agriculture productiviste, à la malnutrition au Sud et au Nord comme au réchauffement climatique réussiront quand la multitude des luttes locales, internationales et des expériences alternatives seront suffisamment puissantes pour créer un effet de bascule dans la conscience du plus grand nombre. Les peuples retrouveront alors le sens de la vie en se réappropriant les grands choix de société. N'oublions jamais que l'ascenseur social et les classes moyennes occidentales sont nés du cataclysme financier de la crise de 29. Cela, contre la volonté des détenteurs de capitaux et des patrons aussi bien étasuniens qu'européens. C'est l'implication du peuple des Etats-Unis après la crise de 29 et la détermination des résistants européens dressés contre les armées nazis, après l'immense souffrance de la grande dépression, qui a permis ces grandes avancées vers plus d'égalité.

Pour construire un monde post-extractiviste, avant qu'il ne s'impose, la décroissance des inégalités, de l'agriculture industrielle et de nos comportements barbares avec les pays du Sud sont indispensables. Une décroissance volontaire de la consommation des biens matériels et alimentaires pour le 1,5 milliard d'humains qui gaspillent abondamment, est primordiale pour que d'autres peuples puissent avoir accès à une alimentation suffisante et une vie digne. Le modèle consumériste occidental issu de l'américan way of life n'a été possible que par la conquête armée et le vol des ressources naturelles d'autres peuples par les Européens au cours des derniers siècles. Quand ce ne fut pas l'extermination quasi complète des peuples indigènes en Amérique du Nord, Australie, Nouvelle Zélande et ailleurs. Aujourd'hui, cette conquête par dépossession extractive est encore accentuée par les grands [pays émergents](#) qui veulent leur part du grand festin, on les comprend même si on ne les approuve pas.

### **L'impossible rattrapage**

Bien que les spoliations par les accaparements de terre ou par les exploitations de mines à ciel ouvert redoublent d'intensité en ce début de siècle, le système capitaliste ne pourra jamais offrir aux près de quatre milliards d'Indiens, de Chinois et d'Africains, le même style de vie fondée sur le conso-gaspillage que celui du milliard d'habitants des pays de la [Triade](#). Car ceci n'a été possible qu'avec la profusion d'un pétrole à très bas prix que les Occidentaux ont dilapidé au cours du 20èmeS. Cela en saturant l'atmosphère de CO2, 400 ppm en 2014 contre 280 il y a un siècle. Le banquet touche à sa fin, il faut partager les restes et cesser de dégrader le climat. Sinon, après la guerre économique en cours, c'est la guerre avec des armes qui explosera. Les Africains - dont le nombre devrait atteindre deux milliards - comme d'autres peuples, n'accepteront plus très longtemps d'être dépossédés de leurs richesses naturelles et d'avoir à subir le réchauffement dont ils ne sont pas responsables.

Pour que la trajectoire suicidaire actuelle s'infléchisse rapidement, les occidentaux, pionniers et grands responsables du pillage extractiviste, « pill-âge » ou Anthropocène, devraient être les premiers à diminuer très fortement leur empreinte écologique. Gandhi disait que c'est nous-mêmes qui devons changer si nous voulons que les autres changent.

N'est-ce pas à ceux qui ont tant profité des richesses de la terre et du travail des autres peuples d'initier la construction d'un nouveau modèle post-extractiviste, post-consumériste, socialement juste et écologiquement soutenable ?

Il est possible de vivre mieux, moralement et affectivement, en refusant d'être asservi par l'économie matérialiste. Moins de biens plus de liens proclament les objecteurs de croissance.

*Il y a toujours un consommateur à la fin de la chaîne, et ce consommateur c'est vous et moi. Si nous voulons éviter un stress ingérable à l'avenir, nous devons renoncer aux idéaux du rêve américain et convaincre les politiciens que nous aspirons à autre chose que ce que le modèle consumériste du XXème siècle a forgé dans l'inconscient collectif de la plupart des sociétés. Des modes de vie soutenables, la décroissance... sont des pistes très enthousiasmantes. [\[12\]](#)*

La compétition devra être remplacée par la coopération, le gaspillage par les économies de ressources et la sobriété alimentaire, la propriété intellectuelle par les savoirs partagés pour que tous puissent accéder à une vie soutenable. Nos besoins devront s'ajuster aux potentiels du renouvellement des écosystèmes pour que la planète bleue puisse continuer à offrir l'exceptionnel biotope qui a permis à la vie de naître et aux humains d'évoluer jusqu'à aujourd'hui. La conquête marchande et la civilisation industrielle se sont édifiées par des guerres, l'extension sans limites de la propriété privée, les

destructions sociales et environnementales. Un avenir vivable pour tous ne pourra se construire qu'avec des relations basées sur les communs, tendant vers le partage, la gratuité et donc la paix. « Vivre simplement pour que d'autres puissent simplement vivre » disait Gandhi. Les latino-américains avec le « buen vivir », font primer les relations avec les autres et la nature sur l'avoir. « Selon José Kaputa Lota, le « plus être » négro-africain implique la critique du développement entendu comme 'simple croissance, simple accumulation de richesses matérielles'. » [|13|](#) Il en va de même avec le Bonheur National brut, le BNB répandu en Asie.

### **L'audit citoyen des dettes publiques**

Depuis l'arrivée de la Troika en Grèce, la liste (loin d'être exhaustive) des dégâts sur le pays se révèle effroyable : une dette équivalente à 175 % du PIB en 2014, le chômage s'élève à plus de 65 % pour les jeunes, graves atteintes à la santé publique, croissance considérable des suicide, braderie du patrimoine aux entreprises privées (plages, îles et entreprises publiques, etc.), montée des néonazis... Cette situation a été en grande partie provoquée par la priorité absolue donnée au remboursement d'une dette très majoritairement illégitime.

Des résistances se construisent, des groupes de citoyens expérimentent des manières de vivre basées sur l'autonomie, la solidarité et la gratuité, à travers des collectifs et des centres sociaux : échanges de semences, coopératives de production agricoles, soins et repas autogérées et gratuits. Les mouvements de désobéissance se développent contre les grands projets miniers, contre l'extrême droite et surtout pour un audit de la dette. 1

L'audit citoyen est un formidable moyen pour mettre au grand jour l'immense escroquerie que la dette représente pour les peuples du Sud, comme pour ceux du Nord, depuis la débâcle bancaire de 2008. Il consiste à analyser d'où vient la dette, à quoi elle a servi, qui détient ses titres, à chercher si elle a été contractée dans l'intérêt de la population ou pas. Les dettes publiques illégitimes étant le levier de l'extractivisme et de l'asservissement des peuples, l'audit citoyen est le meilleur moyen de lutter contre ces deux fléaux. Il porte en lui la reconquête de la démocratie par le contrôle des finances de l'Etat. L'audit citoyen a pour but, aussi bien au niveau local qu'au niveau d'un pays, voire d'un continent comme l'Europe, de comprendre comment l'argent des contribuables, est dépensé par les gouvernements.

L'audit permet par exemple de comprendre que les déficits chroniques des budgets ne sont pas dus à un excès de dépenses, comme on aimerait nous le faire croire, mais bien à une diminution volontaire des recettes depuis bientôt trois décennies. Le recours à l'emprunt, l'évasion fiscale, les privatisations, les PPP, (partenariats public-privé) doivent être analysés comme des cadeaux faits aux multinationales et à leurs actionnaires, et non pas comme des nécessités économiques.

Les banques privées qui prêtent aux Etats et reçoivent les intérêts payés par les contribuables sont bien les vrais bénéficiaires, voire les véritables dirigeants, d'un système qui, en affaiblissant l'Etat, augmente le pillage des ressources humaines. Augmenter les impôts de la majorité pour faire face à la récession provoquée par les banques n'est-il pas une forme d'extractivisme appliquée à la [plus-value](#) produite par les travailleurs d'un pays. Les GPII (les grands projets inutiles imposés) associés à des PPP comme l'aéroport Notre Dame Des Landes, le train à grande vitesse Lyon-Turin (26-30 Mds d'euros), les autoroutes vides (Pau-Langon) ou les éléphants blancs dans les PED doivent être compris eux aussi comme des cadeaux faits aux grandes entreprises privées avec l'argent public ou pire avec des emprunts d'Etats faits auprès des banques privées : double jackpot. Privatiser les profits, socialiser

les pertes, c'est la logique privilégiée par les gouvernants adeptes du néolibéralisme en période de crise mise en évidence par Naomi Klein dans son livre « La Stratégie du choc ».

L'Allemagne de l'Ouest avait obtenu en 1953 que le remboursement de sa dette de guerre ne dépasse jamais 5 % du montant de ses exportations annuelles [14]. En réalité elle ne l'a jamais remboursée. Les Grecs, Portugais, Irlandais, Espagnols, seraient-ils plus fautifs que les allemands des années 40 pour devoir subir de la part de la riche Europe une telle cure d'austérité ?

L'ensemble des dettes publiques peuvent être passées en revue par un audit citoyen qui agira comme un tamis en faisant apparaître toutes les dettes odieuses ou illégitimes, leur enlevant les assises pseudo légales qui fondent leurs remboursements. « Nous ne devons rien, nous ne paierons rien » est le slogan des Espagnol-e-s, sorti-e-s dans les rues en 2011 et actifs à présents pour porter les revendications des mouvements sociaux au sein des municipalités [15].

En 2007-2008, sous l'impulsion de Rafael Correa, l'Equateur a organisé un audit gouvernemental et citoyen. Les travaux ont abouti à une annulation du remboursement de 70 % de la dette souveraine. L'Equateur n'a pas subi à ce jour de rétorsion de la finance internationale. [16]

L'Argentine a cessé ses remboursements de dettes unilatéralement en 2001. Elle était au bord du gouffre économique, conséquence d'un endettement odieux hérité de la dictature militaire de Videla.

*Durant les deux dernières décennies (avant 2001), l'Argentine est un élève zélé du FMI et applique à la lettre ses contre-réformes : libéralisation financière, licenciement massif de fonctionnaires, privatisation des entreprises publiques, ouverture de l'économie, gel des salaires, diminution drastique des budgets de l'éducation et de la santé... Malgré les politiques d'[ajustement structurel](#), le pays est prisonnier de la spirale de l'endettement. La récession économique s'installe. [17]*

Après trois années sans payer, elle a obtenu une annulation de 55 % du stock de sa dette (84 Mds\$). Les dix années suivantes, ce pays a eu un taux de croissance de plus de 7 %, malheureusement dans une logique économique extractiviste et libérale. Aujourd'hui, des « [fonds vautours](#) », ceux qui avaient refusé le remboursement après décote de leurs [obligations](#), ont obtenu, après un jugement de la cour suprême des Etats-Unis, le remboursement de leurs obligations à leur valeur nominale, plus les intérêts de retard, mettant ainsi l'économie Argentine en péril. [18]

Le peuple d'Islande a obtenu, à force de casserolades dans les rues, que les contribuables ne soient pas contraints d'assumer les dettes des banques après leur faillite. Elle a, depuis 2011-12, retrouvé un taux de croissance de 3 % et un taux de chômage que tous les pays européens lui envient. Agnès Rousseau écrit dans Bastamag « ...face à la pire crise bancaire de l'histoire, l'Islande fait passer les intérêts des citoyens avant ceux des banquiers. Et a décidé de mettre fin à l'impunité des délinquants de la finance. » [19] En décembre 2013 trois anciens banquiers et un important actionnaire de la banque Kaupthing ont été condamnés à plusieurs années de prison. [20]

Après une campagne citoyenne initiée en 2011 et suite à la victoire de Syriza aux élections législatives de janvier 2015, un audit de la dette, présidée par Zoé Konstantopoulou et soutenu par le gouvernement, a été coordonné par Eric Toussaint, porte parole du CADTM. Il réunissait 30 expert-e-s, juristes, politologues, économistes venant des quatre coins du monde pour analyser la dette grecque et ainsi déceler les parts illégitimes, illégales, odieuses et insoutenables.

Inauguré en mars 2015 le comité d'audit a rendu son rapport préliminaire à la fin du mois de juin en

présence d'Alexis Tsipras et de nombreux ministres. Il conclue que la totalité de la dette de la Troïka est illégale, illégitime, insoutenable et odieuse.

Comme on l'a vu avec la capitulation grecque [\[21\]](#), seule une très forte mobilisation de la population peut pousser le gouvernement à utiliser les travaux de l'audit et ensuite opérer une annulation des dettes illégitimes. N'oublions pas que les dettes publiques illégitimes ont un double rôle. Au Sud elles servent à contraindre les peuples et les pays endettés à exporter leurs matières premières à très bas coût pour ensuite exporter les devises nécessaires à son remboursement vers les acteurs de la finance internationale. Au Nord, elles servent à contraindre les populations à perdre une part toujours plus importante des bénéfices de leur travail au profit de l'oligarchie financière. Que ce soit par la baisse des salaires, la privatisation des services publics ou l'augmentation de la charge de la dette sur le budget national, donc sur les contribuables. Leurs annulations sont fondamentales pour se rapprocher d'une société post-extractiviste dans laquelle la recherche du bien vivre, cher aux Équatoriens et aux Boliviens, primerait sur celui du toujours plus de consommation et de croissance.

### **Paradis fiscaux et judiciaires (PFJ), prix de transfert et contrôle des changes**

Bloquer ou rendre inopérant l'utilisation des PFJ relève d'une décision politique. Selon le journaliste Denis Robert, on sait exactement où va l'argent mondial. Il suffit d'ajouter ou de supprimer quelques lignes dans les ordinateurs pour fermer la porte de ces enfers pour les 99 %. Autre solution, taxer les transactions financières non pas à hauteur de 0,01 %, mais entre 1 et 3 %. Cela enlèverait une bonne part du bénéfice attendu de l'utilisation des PFJ. L'emploi de cette manne aiderait à faire disparaître les dettes publiques.

Pour lutter efficacement contre la grande pauvreté et la faim, la disparition des PFJ est fondamentale. L'extractivisme est lié à la dette et à la corruption dans les PED, le repent John Perkins [\[22\]](#) le démontre avec des preuves et des témoignages. Ni les accaparements de terre ni les concessions minières, ni bien d'autres contrats léonins ne pourraient se faire sans ces trous noirs dans lesquels tombent les commissions qui vont corrompre les décideurs. Près de 100 millions d'ha en Afrique ont été accaparés pour des loyers annuels ne dépassant pas un euro par ha. Ces prix étant ridiculement bas, il est impossible que d'énormes soultes ne soient pas versées aux décideurs grâce à l'opacité des PFJ. De plus une grande partie des matières premières transitent dans ces paradis pour actionnaires, enfer pour les citoyens ordinaires - par le système des prix de transferts. Les bénéfices des multinationales n'y sont pas imposables.

Les dettes illégitimes vident les budgets des PED, les paradis fiscaux les privent de rentrées légitimes. Victor N'Zuzi de RDC, [\[23\]](#) paysan-journaliste, fait une comparaison saisissante : il demande comment une personne à qui on aurait coupé les bras et les jambes, ferait pour vivre et manger.

Oxfam écrit en 2013

*On estime que les fuites de capitaux illicites coûtent au moins 859 milliards de dollars par an aux PED. La Commission européenne estime que l'évasion fiscale coûterait chaque année près de 1000 Mds€ à l'Union européenne, soit près de 2000€ pour chaque citoyen européen. En France, le Sénat estime que le coût pour le trésor public de l'évasion fiscale pourrait atteindre 50 milliards (par an). » [\[24\]](#)*

La disparition du contrôle des changes a été imposée aux gouvernements du Sud par le FMI. Remettre ce contrôle aux frontières rendrait beaucoup plus difficiles les détournements et la corruption opérés

grâce aux PFJ. Et contrairement à ce que la communication dominante veut nous faire croire, la demande en ressources naturelles est tellement forte que les multinationales extractivistes seraient bien obligées de s'y soumettre si une telle décision était prise de façon concertée par un groupe d'Etats du Sud. L'évasion fiscale, les détournements de fonds publics dans les PED, les prix invisibles des accaparements de terre, les bénéfices illicites ou criminels deviendraient alors plus difficiles.

Le chiffre colossal du rapatriement des bénéfices obtenus par les multinationales dans les PED pourrait être connu et taxé en fonction des lois fiscales du pays et des pollutions environnementales produites. Les PED retrouveraient une liberté de gestion, des moyens de financement d'une autre ampleur que les pauvres prêts de secours des IFI's avec leurs terribles conditionnalités ultralibérales ou les misérables [APD](#), provenant des pays extractivistes. Même le FMI lui-même le reconnaît enfin en 2014 : « L'évasion fiscale des multinationales est mauvais pour l'économie mondiale et les pays pauvres. Pour chaque dollar d'aide que les PED reçoivent, près de 10 dollars disparaissent à travers la corruption et l'évasion fiscale. » [\[25\]](#)

Pourquoi l'île de Jersey est-elle le premier exportateur de bananes ? Parce que les trois grands producteurs Dole, Chiquita et Fresh Del Monte, sociétés étatsuniennes, se transforment en acheteurs-revendeurs de leur propre production. Comment ? En passant par des sociétés filiales dans ce paradis fiscal, elles minimisent leurs prix d'achat dans les pays producteurs d'Amérique latine et maximisent leurs prix de revente à d'autres filiales dans les pays consommateurs. Selon John Christensen de Tax justice network, les multinationales créent souvent une centrale d'achats aux Îles Caïmans, délocalisent leurs services financiers au Luxembourg, versent des royalties pour l'utilisation de la marque en Irlande, font facturer les coûts de transport sur l'île de Man, organisent le réseau de distribution à partir des Bermudes et paient les ressources humaines à Jersey. Ces escroqueries « légales », acceptées par nos gouvernements, enlèvent des recettes fiscales aux budgets des pays où la consommation a lieu. Le prix est volontairement si élevé que la plus-value faite sur la revente des bananes dans la filiale installée dans le pays acheteur n'offre qu'une très faible valeur ajoutée taxable.

L'ensemble de la plus-value faite par ces jeux d'écritures comptables est alors réalisée à Jersey et dans d'autres PFJ où l'impôt sur les sociétés n'existe pas. En enrichissant les actionnaires de ces multinationales, elles appauvrissent les peuples du Sud et du Nord de plusieurs façons.

Le prix de vente des bananes à la production est artificiellement trop bas pour que les travailleurs des bananeraies reçoivent des salaires dignes et que les taxes sur les exportations dues aux pays producteurs puissent améliorer les conditions de vie de la population. La terre, l'eau et les travailleurs de ces pays ont produit les bananes, et en plus ils subissent la défertilisation due à ces monocultures, les pollutions de l'eau et du sol, les maladies, provoquées par le très dangereux Paraquat.

C'est ainsi que les multinationales extractivistes, opérant dans les PED pour les minerais, le pétrole ou les produits agricoles et sylvicoles, « optimisent », en réalité volent le pays producteur en ne payant que très peu de taxes.

Le rétablissement du contrôle des changes et l'interdiction du recours aux PFJ sont indispensables pour que les multinationales opérant dans les PED paient les impôts sur leurs bénéfices directement aux autorités des pays où production et « extraction » ont lieu. Cette rupture avec le dogme du libre-échange permettrait de rendre obligatoire le réinvestissement d'une part importante de ces bénéfices dans l'économie du pays. Aujourd'hui, les multinationales rapatrient « librement » la quasi-totalité vers leurs actionnaires. Ces mesures ne sont pas de même nature que le protectionnisme utilisé par les



pays occidentaux au 19-20èmeS, destiné à défendre leurs industries capitalistes dans un système de conquête internationale des marchés. On parle ici de protections légitimes contre l'évasion fiscale dans les PFJ.

L'aide publique au développement, l'APD, un moyen de l'extractivisme !

Une part très importante de l'APD française est gérée par l'AFD. Celle-ci administre les Contrats Désendettement-Développement, les C2D. De quoi s'agit-il ? Pour ne pas annuler une dette bilatérale, le plus souvent illégitime (soutien financier à un dictateur, argent détourné, aide liée, etc.) correspondant à un prêt fait par le gouvernement français à un pays de l'Afrique subsaharienne par exemple, l'Etat prêteur fait des C2D. Alors que la majeure partie de la population vit avec moins de 2 dollars par jour, la France propose à ce pays que les remboursements de cette dette soient réinvestis dans le pays sous le contrôle de l'AFD. Ce système est éminemment retors puisqu'il qualifie d'APD les C2D. Ainsi il maintient la pression néocoloniale sur le pays pour obtenir l'accès privilégié à ses ressources naturelles ou favoriser une entreprise. De plus les C2D transforment le caractère illégitime ou odieux de la dette d'origine en aide généreuse. Pauline Imbach, du CADTM, appelle les C2D, dans le magazine les Z'Indignés, Contrat de Domination et d'Endettement. L'association Survie écrit :

*les C2D sous couvert d'annulation de dette (que l'Etat bénéficiaire rembourse pourtant au final), des montants colossaux sont versés pour financer des projets cornaqués par l'AFD et pour lesquels les entreprises françaises décrochent régulièrement le pactole.*

Dans « Comment l'aide au développement se privatise au profit des grandes multinationales » [\[26\]](#) Bastamag cite un communiqué de la plateforme des PFJ, composé de différentes ONG, expliquant que Proparco, la banque adossée à l'AFD, « malgré son mandat de développement, agit comme n'importe quel investisseur privé, guidé par la rentabilité des projets plus que par leur impact réel sur l'amélioration des conditions de vie des populations des pays du Sud ».

A contrario, la Norvège a fait réaliser un audit par le cabinet Deloitte de ses [créances](#) sur les PED. Il est apparu que 34 de ses crédits à l'exportation vers des PED étaient douteux. [\[27\]](#) Elle avait déjà procédé en 2007, de manière unilatérale, à l'annulation des créances illégitimes qu'elle détenait sur l'Equateur, la Jamaïque, le Pérou, la Sierra Leone et l'Egypte. [\[28\]](#) Si ce pays reconnaît ses actes néocoloniaux, la France, elle, prend le chemin inverse !

La main qui reçoit est toujours en dessous de celle qui donne disait le grand écrivain Malien Amadou Hampâté Bâ. L'APD ne porte-t-elle pas implicitement, derrière la générosité apparente, un potentiel de soumission ou de corruption de celui qui reçoit, voire les deux ? Peut-elle s'abstraire du « donner, recevoir, rendre », de l'équilibre entre ce qui est reçu et ce qui est rendu ? Colonialisme et néocolonialisme sont des « prendre sans rendre ». On parle d'« échange inégal » entre les matières premières exportées par les PED, dont la valeur restant au pays est extrêmement faible et les produits manufacturés importés dont le prix est toujours plus élevé. L'APD française comme celle des autres pays industrialisés est si maigre qu'elle ne peut en aucun cas correspondre à un « rendre » capable de rééquilibrer son « prendre » extractiviste. C'est de la communication permettant d'habiller et ainsi de faciliter la prédation néocoloniale.

Plutôt qu'une APD frelatée, la réparation-compensation de la dette écologique issue de l'extractivisme participerait à la création d'un authentique « rendre » de ces Européens et des autres qui ont tant « reçu-pris ». Mais les pays industrialisés sont paniqués à l'idée d'une décroissance matérielle, avec

baisse de la consommation et du confort, fin du gaspillage et perte des profits que cela entrainerait ? C'est bien la justice et l'égalité qu'ils refusent aux autres ! Et pourtant, n'est-ce pas vers une décroissance subie que nous précipite à grande vitesse le délire matériel-extractiviste actuel ?

En quoi les miettes, que représente l'APD mondiale de 130 Mds\$ en 2010 - dont 5 à 10 % vont réellement à des projets améliorant la vie des 3 milliards d'humains vivant avec moins de 2 dollars par jour - peuvent être qualifiées d'aide réelle ? 10 % de 130 = 13 Mds\$ divisé par 3 M = 4,3 dollars par an et par personne. Rien comparé aux 400 Mds\$ que les migrants envoient chaque année, soit 100 \$ par an et par personne ou comparé aux 300 Mds\$ ou bien plus de bénéfices faits dans les PED que les multinationales rapatrient dans leur pays d'origine. Ou encore aux fonds très importants en provenance des PED, cachées dans les PFJ. De qui se moque-t-on ? Des peuples du Sud comme des naïfs et consentants citoyens du Nord qui pensent que l'on donne toujours trop aux pays pauvres !

### **L'APD doit être abandonnée et remplacée par un système d'échanges justes.**

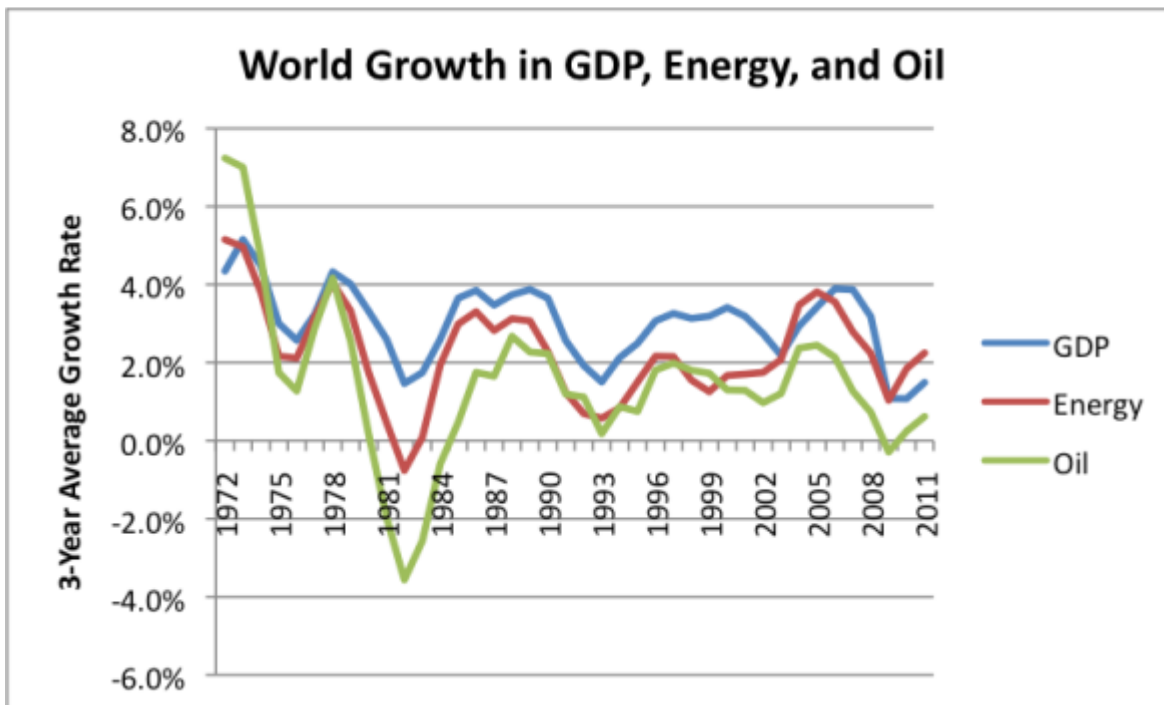
Car, comme les dettes illégitimes, elle appartient à l'arsenal du néocolonialisme. Il serait plus intéressant pour les PED de remettre des taxes variables à leurs frontières sur les produits agricoles en provenance des pays industrialisés qui subventionnent leur agriculture avec près de 750 millions de dollars chaque jour en 2013. Selon Olivier de Schutter « les pays développés sont autorisés à subventionner leurs agriculteurs à hauteur de plus de 400 milliards de dollars, sans violer les règles de l'[OMC](#). » [\[29\]](#) Une escroquerie !

Il faut choisir. Soit on accepte la pauvreté, le sous-développement, la faim, et on fait semblant de combattre avec des aides faussement charitables qui ne changeront rien aux causes structurelles de l'injustice globale. Ainsi en va-t-il de l'APD, des subventions et des prêts de secours conditionnés à des cures ultralibérales ou des bateaux de céréales payés par le PAM (programme alimentaire mondial) pour compenser a minima les effets catastrophiques du libre échange imposé depuis trente ans et permettre de résorber les surplus du Nord.

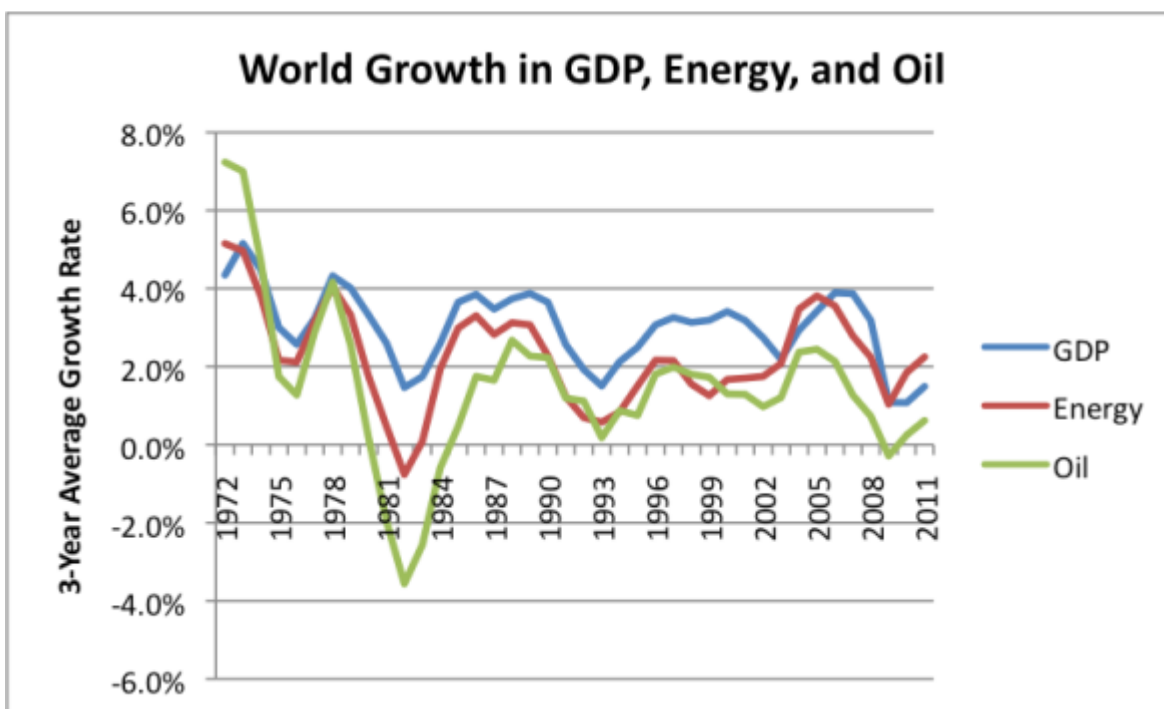
Soit on choisit la voie de la justice et de l'égalité, en axant les réparations sur l'autonomie agricole, économique et politique des PED par l'annulation des dettes illégitimes, par la lutte contre la corruption et la disparition des PFJ. Ensuite, par des soutiens techniques et financiers - en compensation des siècles d'asservissement et de dégâts écologiques - les pays industrialisés pourraient contribuer à la transformation dans les PED de leurs matières premières extraites et surtout au déploiement d'une agroécologie paysanne efficiente, sans [intrants](#) extérieurs.

### **Agriculture, énergie, alimentation**

Les courbes statistiques établies par Olivier Rech, un ancien responsable à l'Agence internationale de l'énergie, montrent que la croissance du PIB des pays industrialisés est liée à la croissance de la consommation d'énergie. Dans une autre courbe, il montre que l'évolution du prix des aliments est quasiment parallèle à celui du prix du pétrole. [\[30\]](#) Avec le productivisme, les terres aptes à produire des agrocultures, sont des puits de pétrole potentiels. Leur prix comme celui des denrées alimentaires croîtront avec celui du pétrole. Que ce type d'agriculture soit en plus pétro-dépendant, confirme que la raréfaction du pétrole et le danger que fait courir à l'humanité ses émissions de GES, mettent en grand danger l'alimentation des 10 milliards d'humains à venir, si nous n'abandonnons pas le productivisme agricole et le gaspillage énergétique.



Variation mondiale des PIB, de l'énergie et du pétrole, Olivier Rech



L'index FAO du prix des aliments versus le prix du pétrole de Brent

### *Les territoires en Transition*

Malgré les omissions des médias et le travail des [lobbies](#) pétroliers pour créer du climato-scepticisme, le grand public comprend la problématique des énergies fossiles. Les gaz de schistes non seulement ne sauveront pas longtemps notre modèle énergivore mais réchaufferont encore plus rapidement notre planète. [\[31\]](#) Après avoir nié l'existence du pic pétrolier pendant des années, l'AIE a reconnu en 2010 ... qu'il s'était produit en 2006 [\[32\]](#). Il s'agit-là du pétrole facile à extraire, mais le pic global ne devrait pas tarder. Or, selon le rapport Hirsch pour le département de l'Énergie des États-Unis, il faut dix à vingt ans pour se préparer aux impacts du pic pétrolier. [\[33\]](#)

Si nous réfléchissons à la question primordiale de l'agriculture productiviste et de l'alimentation des grandes villes, nous savons qu'elles se font à coups de millions de kms et de barils de pétrole. Le système actuel ne pourra donc pas faire face à un choc pétrolier comme le doublement ou le triplement du prix s'il n'y a pas désaccoutumance et réorganisation dès à présent d'une agro-alimentation sobre en énergie fossile. Vers 2020, avec la fin probable du miracle des gaz et pétroles de schistes selon Mathieu Auzanneau, s'ajoutant à la prise de conscience de la montée des températures, une forte augmentation du prix est plus que probable. Elle provoquera une famine catastrophique et un chaos social indescriptible si rien n'est fait entre temps. Pourtant certains ont compris assez tôt ce défi immense.

C'est le cas de Rob Hopkins, un enseignant en permaculture qui a initié le mouvement de la Transition. A Totnes, il a démarré un processus de résilience au pétrole tout en prenant en compte le problème du réchauffement climatique. Totnes est devenue la première Transition Town. On en compte maintenant des centaines dans le monde. L'objectif des initiatives de Transition est que la ville, le village ou la communauté retrouve de la résilience. Comme l'explique Rob Hopkins dans le Manuel de Transition, « dans le domaine de l'écologie, le terme fait référence à la capacité d'un écosystème à s'adapter à des événements (chocs) extérieurs. » [\[34\]](#) Les citoyens qui constituent un groupe de Transition visent donc à s'adapter à une pénurie pétrolière ou alimentaire, d'une manière démocratique et positive et non à la manière des survivalistes. [\[35\]](#)

### *Agroécologie*

Se préparer aux défis que représentent la raréfaction du pétrole, le réchauffement climatique et les crises économiques implique de trouver une nouvelle forme de sobriété et d'autonomie. Un moyen important de résilience existe dans la production alimentaire. Selon l'ONG Grain

*si nous nous efforçons de restructurer l'agriculture et le système alimentaire global, en les articulant autour de la souveraineté alimentaire, de l'agriculture familiale, de l'agroécologie et des marchés locaux, nous pourrions réduire de moitié les émissions mondiales en quelques décennies.* [\[36\]](#)

L'agroécologie, à l'opposée de la « révolution verte », permet d'éliminer au maximum les gaspillages et d'utiliser un minimum d'énergie. Elle est essentielle pour atteindre la souveraineté alimentaire : pas ou très peu d'intrants externes, pas de monocultures clonales même biologiques, association de plantes favorisant la croissance et la protection les unes des autres, respect de la biodiversité, utilisation de semences paysannes et forte intensité en main d'œuvre, relocalisation générale de la production par la population.

Enseignée et répandue parmi les petits paysans des PED, elle permettrait de nourrir les plus pauvres. [\[37\]](#) Elle est adaptable à tous les terrains et à tous les climats, contrairement au productivisme. Non seulement ce dernier laisse près d'un milliard d'humains dans la sous-nutrition chronique, mais la disparition de la biodiversité, faune et flore, qu'il entraîne et son universalisation sont porteurs d'un grand risque de famine en cas de choc climatique ou de maladie grave sur une monoculture. Les nouvelles sécheresses, les fortes chaleurs, la croissance des cyclones et des inondations en sont les prémisses. Contrairement aux idées reçues, l'agroécologie bien menée est plus productive à surface égale et socialement plus juste.

Les projets agroécologiques menés dans 57 PED ont entraîné une augmentation de rendement moyen de 80 %. De récents projets menés dans 20 pays africains ont même démontré un doublement des

rendements des cultures sur une période de 3 à 10 ans. » [\[38\]](#)

La Via Campesina donne une définition courte de l'agroécologie,

elle est une véritable agriculture paysanne durable, basée sur le retour aux méthodes d'agriculture traditionnelle, sur le développement de nouvelles pratiques écologiques, sur le contrôle et la préservation des terres et des semences, ainsi que sur l'égalité sociale et entre les sexes. [\[39\]](#)

Non seulement elle ne détruit pas la MOS - le fondement de la fertilité - mais elle est au contraire capable de la régénérer et de refroidir la planète. Avec de bonnes pratiques agroécologiques « on pourrait incorporer annuellement dans les sols entre 3.5 et 5 tonnes de matière organique par hectare de terre agricole. Ce qui permettrait de compenser entre 24 et 30 % des émissions mondiales de GES. » [\[40\]](#)

Ainsi, contrairement au productivisme agricole qui vide les campagnes, l'agroécologie nécessite une intensivité en main d'œuvre apte à les repeupler. Ce qui va dans le sens de la relocalisation nécessaire de la production des aliments, et plus généralement des activités, pour faire face à la déplétion pétrolière et au réchauffement climatique. Il est aujourd'hui aussi indispensable de répartir le travail entre tous que de trouver de nouvelles activités. Avec la diminution du pétrole, les grandes villes seront des lieux de vies moins enviables et plus difficilement résilients que les campagnes. Détroit, l'ex-capitale de l'automobile américaine, a perdu le tiers de sa population, le chômage y est très important. Le maraîchage urbain coopératif et agroécologique participe grandement à la survie des habitants restants.

Dans un monde industrialisé et technologique, où les gains de productivité créent un chômage de masse chronique, les fausses solutions comme l'obsolescence programmée des objets, les dates de péremption inutiles de certains aliments, les effets terrifiants de la mode instrumentalisée par la publicité ne peuvent qu'être abandonnés. Ces gestions court-termistes ne permettent déjà plus aux usines de continuer à fournir suffisamment d'emplois tout en accélérant la destruction de la planète. Elles n'ont pas plus de sens que le gaspillage énergétique et alimentaire poussant à produire toujours plus. Face à la déplétion des métaux comme à celle des énergies fossiles, la sobriété alimentaire comme la simplicité matérielle volontaire seront des valeurs de plus en plus désirables. Anabella Rosenberg de la CSI, exprime cela crument : « on ne créera pas d'emplois sur une planète morte ». | [\[41\]](#)

### *Alimentation*

Lutter contre l'extractivisme et le réchauffement résultant du modèle agroalimentaire imposé par l'agrobusiness passe nécessairement par une forme ou une autre de sobriété alimentaire. Même s'il est difficile de changer ses habitudes surtout quand la nourriture préparé par l'industrie devient une addiction (sel, sucre, viandes, produits laitiers, etc), réussir à s'en évader n'amène que du mieux-être aussi bien sur le plan psychologique que sur celui de la santé. Cela commence aussi bien par des approvisionnements de proximité provenant d'agricultures familiales que par des autoproductions locales. Que ce soit dans les villes avec des jardins collectifs partagés, des productions faites dans des ceintures maraîchères, dans des AMAP de proximité (association pour le maintien de l'agriculture paysanne) ou dans les campagnes, les productions agricoles doivent être relocalisées. Le gaspillage énergétique de l'agriculture industrialisée est énorme. « Selon la FAO, pour obtenir un kilo de riz, un agriculteur américain utilise 80 fois l'énergie commerciale nécessaire à l'agriculteur philippin ». [\[42\]](#)

Les 50 % de GES émis par le mode alimentaire occidental sont la terrible conséquence du gaspillage d'énergie.

Chacun doit changer ses habitudes et réapprendre à manger des fruits et des légumes de saison, autant que possible produits localement, éviter au maximum les produits préparés et/ou emballés et à cuisiner des aliments bruts issus de l'agriculture biologique. Les aliments produits et préparés industriellement dont on ignore la provenance, mais dont on sait qu'ils ont parcouru des milliers de kms comme les transports intercontinentaux de fruits frais tropicaux ou des primeurs par avions et camions, ne sont pas écologiquement viables.

La production de protéines animales de mauvaise qualité, fabriquées dans des usines à viande gigantesques et mondialisées s'approvisionnant avec des sojas [OGM](#), bourrés d'herbicides, traversant les océans, font partie d'un système alimentaire écologiquement et socialement insoutenable. Il détruit les petits éleveurs des PED, anéantit les forêts, réchauffe la planète et est à la base de l'obésité et de bien d'autres ALD. Le modèle d'alimentation carnée globalisée, aux mains de multinationales toujours plus puissantes, comme l'énorme conglomérat Smithfield passé des mains étatsuniennes à celles des chinois, n'est pas viable. Son remplacement par un système d'élevage de proximité, intégré dans des fermes de polycultures-élevages familiales et agroécologiques sera bénéfique autant pour l'emploi, la santé que l'environnement et le climat.

### *Relocalisation*

C'est par l'alimentation qu'il est le plus sensé de commencer à reconstruire la résilience des communautés et de l'agriculture, mais les matériaux de construction, les textiles, le bois d'œuvre, l'énergie et les monnaies la suivent de près. [\[43\]](#)

Redevenir le moins dépendant possible des énergies fossiles et des métaux est un impératif pour chaque action que l'on entreprend. Par exemple, le transport de d'aliments sur de longues distances par camions ou les déplacements en automobile individuelle pour s'approvisionner au supermarché demandent énormément de matières premières, minérales et fossiles aussi bien pour la construction du matériel que son utilisation : l'écobilan est catastrophique. Comme le disent régulièrement les objecteurs de croissance, il s'agit de choisir entre la décroissance et la barbarie. [\[44\]](#)

Geneviève Azam parle du choix entre l'autolimitation ou le capitalisme du désastre. [\[45\]](#) Opter pour la décroissance ou subir une récession forcée, il faut choisir, et vite. « A chaque point de croissance supplémentaire correspond une augmentation de 0,7 point d'émissions. Un ordre de grandeur qui se confirme tant dans le temps que dans l'espace. » [\[46\]](#) Sans la rente des capitaux, intérêts, dividendes et loyers, la croissance n'est pas nécessaire.

On ne pourra pas continuer à acheter des smartphones et des tablettes numériques tous les ans ou des voitures inutilement robotisées et lourdes. Il est nécessaire d'aller vers la société « low tech » proposée par Philippe Bihouix. Certaines professions qui ont presque disparu pourraient revoir le jour face à la nécessité de produire des biens durables. Des métiers basés sur l'artisanat, la réparation et le recyclage seraient à nouveau sollicités. Cela permettrait de faire revivre les villes et les villages tout en diminuant notre empreinte extractiviste. Se détourner des supermarchés sera nécessaire, revitalisera les petits commerces et créera des emplois de proximité. Christian Jacquiau fait remarquer « qu'il est aujourd'hui clairement établi qu'un emploi créé en grande surface, le plus souvent précaire et à temps partiel non choisi, conduit à la destruction de cinq emplois stables et durables ailleurs ». [\[47\]](#)

Localement, nous pouvons produire beaucoup de choses essentielles : fruits, légumes, bois, médicaments, produits laitiers, fromages, savons, petits matériels... A travers la production régionale de bois par exemple, la construction de maisons et de meubles peut être relocalisée, entraînant une diminution des déplacements, des créations d'emplois et une utilisation plus responsable des ressources. Contrairement au modèle IKEA, qui, malgré ses beaux slogans, exploite les travailleurs et transporte les meubles à travers le monde. [\[48\]](#) Les initiatives telles que les AMAP et les SEL (Services d'Echanges Locaux) recréent autant une production alimentaire de proximité, résistance au tout pétrole que du lien humain. La révolution des incroyables légumes - en France les « incroyables comestibles » - en montrant le pouvoir de la gratuité et du partage pour aller vers plus d'autonomie, fait au passage une belle entaille dans la sacro-sainte propriété, la compétition et le renfermement sur soi.

*Une habitante a décidé, en particulier à cause de la crise, d'abattre le mur qui isolait son jardin de la rue et de proposer aux habitants de se servir librement dans son potager. C'était il y a trois ans environ. Depuis, les potagers en libre-service ont fleuri un peu partout en ville, Todmorden est devenue autosuffisante en légumes grâce à cela, et 70 autres villes anglaises ont suivi l'exemple. [\[49\]](#)*

### *L'hyper mobilité n'est pas écologiquement soutenable*

Un des objectifs de la relocalisation tient dans la diminution des transports et déplacements. Il nous invite à reconsidérer nos besoins de mobilité et l'usage systématique de la voiture. Ivan Illich dans *Energie et équité*, a démontré que si l'on additionne le temps passé au travail pour payer son auto et les frais qui y sont liés, que l'on divise ensuite ce chiffre par le nombre de kilomètres parcourus, on obtient une vitesse moyenne inférieure à celle du vélo. Il conclut que la vitesse généralisée d'une voiture pour un américain atteint à peine les six kilomètres par heure. Ivan Illich, *Energie et équité*, Seuil 1975 Pour les campagnes, il faudra inventer des moyens de déplacement peu énergivore, autre que la voiture que nous connaissons. Les tricycles carrossés à pédale et à assistance électrique avec panneaux solaires sont une solution intéressante pour les indispensables déplacements individuels. Espérons que des chocs écologiques trop violents ne nous contraignent brutalement à revenir aux chevaux et bœufs comme moyen de transport et de traction, comme cela existe encore dans les PED.

Revoir notre mobilité signifie aussi redonner du poids aux réseaux ferrés anciens au lieu du tout TGV. Les lignes à grande vitesse, LGV, ont un impact environnemental et un prix exorbitant par rapport aux trains pendulaires. [\[50\]](#) La SNCF et RFF en France ont tellement investi dans les LGV qu'elles ont une dette - 44 MdsE en 2013 - impossible à rembourser. De plus, favoriser les trains à grande vitesse est synonyme de loi du plus fort, car, comme l'explique Simon Charbonneau, une LGV « est conçue pour relier uniquement les grands centres urbains [\[51\]](#) On assiste d'ailleurs à de fortes oppositions face aux projets de construction de LGV, comme celle du Turin-Lyon au prix faramineux de 30 Mds€. De ce fait, l'entretien des lignes régionales ne sont plus financées alors qu'elles sont utilisées par un beaucoup plus grand nombre d'habitants aux revenus modestes. Le président de la FNAUT [\[52\]](#) explique qu'« un kilomètre de TGV, c'est 20 millions d'euros, moderniser une ligne, 2 millions » [\[53\]](#). En résumé, comme le dit Geneviève Azam, la relocalisation peut se présenter comme « une résistance explicite au déracinement globalisé et une réponse démocratique à la crise sociale et écologique. » [\[54\]](#)

### *Travailler moins*

ravailler moins n'est-il pas le seul chemin pour aller vers le post-extractivisme, donner du travail à

tous et conserver un biotope vivable ? Plus de justice sociale c'est moins de revenus pour ceux qui participent au conso-gaspillage et plus pour ceux qui n'arrivent pas à joindre les deux bouts. Notre imaginaire, formaté par le système marchand, nous fait croire que le bonheur est indissociablement lié à l'accumulation de biens et de possibles. Le mal-être grandissant dans les pays nantis montre pourtant le contraire.

La décroissance, ce mot qui fait peur, doit être comprise comme étant d'abord celle des inégalités sociales et environnementales. La décroissance matérielle implique une nouvelle répartition des richesses fondée sur la croissance non pas du PIB - compétition et profits - mais de l'égalité, de la solidarité et de la coopération. Car aujourd'hui cette fameuse croissance économique, appelée de ses vœux par tous les responsables du Nord, est catastrophique pour la majorité des habitants du monde. Selon l'observatoire des inégalités :

*Les 1 % les plus fortunés contrôleraient pas moins de 46 % du patrimoine mondial. L'Amérique du Nord et l'Europe en détiennent ensemble 62 %. L'Inde (1,2 milliard d'habitants) en possède 1,4 %. L'Afrique (1 milliard d'habitants) ne dispose que de 1 % de la richesse mondiale [55]*

Comment en finir avec les objets inutiles, jetables, à durée de vie volontairement limitée que beaucoup défendent au nom de l'emploi, mais qui détruisent notre planète bleue ? Comment en finir avec la suralimentation et la malbouffe, avec le stress lié au travail ayant perdu sens et surtout avec le mal-être et les maladies que ces deux fléaux entraînent.

Dans « Un projet pour la décroissance », [56] Vincent Liegey et ses comparses proposent une forme très originale de revenu d'existence ou revenu universel, la dotation inconditionnelle d'autonomie, la DIA. A la différence des autres, elle n'est pas ancrée dans le consumérisme car en partie démonétisée. Elle est un revenu donné à tous, sous forme d'accès gratuits à des services de base : droits aux premiers kwh, m3 d'eau et de gaz, m2 de terrain ou de logement, services sociaux, éducation, culture. Un système qui donne une part croissante aux monnaies locales, accélère la relocalisation des productions en donnant accès à l'alimentation et à la culture de proximité, tout en conservant une part de monnaie nationale. La DIA serait couplé à un RMA, revenu maximum acceptable, dans un rapport de 1 à 4. Libérer du travail contraint, chacun pourrait se réapproprier du temps pour la culture, le maraîchage, la construction de son logement, les réparations, le recyclage des objets, la coopération et le renforcement des liens avec les autres. Bien sûr, chacun aurait aussi la possibilité de travailler volontairement pour améliorer son revenu de base. Ainsi chaque personne pourrait progresser vers l'autonomie, augmenter sa capacité de résilience aux énergies fossiles, retrouver du sens et de la joie de vivre tout en cessant de détruire notre monde. Pierre Rabhi dit très justement « toute démarche qui construit de l'autonomie est insurrectionnelle ». L'insurrection des consciences, comme l'« Indignez-vous » de Stéphane Hessel et toutes les actions de résistance individuelles et collectives au marché sont indispensables pour casser la course de notre planète « Titanisée » par les « junkies du profit ». Cessons notre tacite reconduction de ce contrat mortifère.

## *Energie*

Pour baisser notre empreinte extractiviste agir sur les secteurs du bâtiment et de l'énergie est essentiel. Il faut le répéter, il n'existe aucun substitut crédible au pétrole, une énergie encore bon marché en 2014. Les agrocarburants, l'électricité, l'hydrogène, ni a fortiori le charbon hyper polluant ne le peuvent. [57] Conserver un mode de vie acceptable, tout en diminuant fortement notre consommation énergétique, est possible.



En France, l'association Negawatt, composée d'ingénieurs-chercheurs spécialisés dans le domaine de l'énergie et de l'environnement, propose un programme pour vivre progressivement sans les énergies fossiles ni le nucléaire. Pour diminuer notre empreinte écologique et son impact sur le climat tout en se préservant des risques causés par le nucléaire, la priorité est de réduire nos consommations d'énergie par la sobriété, l'efficacité énergétique et bien sûr la mise en place des énergies renouvelables.

Le modèle Négawatt part des principaux besoins en énergie comme le chauffage, l'éclairage, l'électricité et la mobilité. Les deux secteurs sur lesquels l'association démontre que de grosses améliorations sont possibles sont le bâtiment - mise en place d'une politique forte de rénovation thermique et les transports - en limitant l'étalement urbain parallèlement à une politique de stimulation des transports moins polluants et collectifs. En suivant leurs recommandations, une fermeture progressive des centrales nucléaires arriverait à son terme en 2033. Plus poussé à chaque réédition, le scénario Negawatt 2012 adopte une analyse de l'impact de l'agriculture et de l'alimentation entraînant une forte réduction de la consommation de viande !

Les grandes compagnies pétrolières qui dominent notre monde sont inquiètes. Une bulle carbone n'est-elle pas en cours ? De très puissants groupes d'investisseurs (3 000 Mds\$) se posent la question de la valeur de leur placement dans ces multinationales.

*Si l'on met en place les mesures nécessaires pour rester en-deçà de 2°C de réchauffement, l'essentiel des réserves fossiles d'énergie devra rester sous terre. Ces réserves risquent par conséquent de perdre leur valeur économique, tout comme, bien entendu, les compagnies qui les possèdent et les exploitent. [\[58\]](#)*

L'épuisement des ressources naturelles annoncées par le peak everything, comme le dépassement probable des limites du réchauffement, ne sont-ils pas aussi le signe que le peak du capitalisme est atteint. « D'ici à 2017, selon l'AIE, « la porte » qui permettrait d'empêcher un réchauffement supérieur à 2°C sera fermée pour toujours. »

Les informations partagées dans ce livre sont lourdes et peuvent paraître effrayantes. Mais les solutions existent, elles sont nombreuses et loin d'être toutes répertoriées ici. De plus en plus de personnes passent à l'acte petit ou grand, font des prises de conscience, chacun-e selon ses possibilités et sa sensibilité.

Alors que la violente dépossession des ressources communes à l'humanité a débuté il y a 5 siècles, aujourd'hui 1 % des humains possède 50 % des richesses pendant que les 50 % d'en bas n'ont quasiment rien : 5 000 euros vous classe dans la moitié des plus riches. Cette rupture avec le donner-recevoir-rendre, détruit les liens humains - aussi bien que ceux tissés entre les hommes et la nature - basés sur l'échange et le partage. Continuer à les remplacer par un monde de compétition, d'accumulation privative et de croissance du PIB entraîne la croissance parallèle de la barbarie. Qu'aujourd'hui, un tiers des humains ne puisse manger suffisamment pour avoir une vie active et qu'un autre tiers soit en surpoids ou obèses et souvent malade, est une réalité.

Marchandisation du monde, dérégulation financière, libre-échange des biens et des services, résultent d'une destruction de la démocratie organisée par les multinationales. Le Tafta ou GMT, grand marché transatlantique, et le TiSA ou ACS, accord commercial sur les services, tous les deux en négociations secrètes n'ont qu'un seul but, faire primer les intérêts des multinationales sur le pouvoir des Etats et de

leur peuple : instaurer une « noblature » des actionnaires sur le monde se substituant à la république. « TiSA reprend l'une des idées maîtresses de Tafta : le principe de 'coordination', qui empêche d'imposer une régulation qui porterait tort à l'un des signataires. Autant dire, un moins-disant réglementaire généralisé. » [59] Vous ne voulez pas d'OGM ni de pesticides dans votre nourriture et votre eau, vous voulez en finir avec la finance des banksters, hé bien la signature de ces traités aboutira à son contraire. Elle entrainera la disparition des réglementations sanitaires et financières de protection. Les multinationales pourront renforcer le dumping social et écologique, au détriment des travailleurs et de tous les sujets du « grand royaume marchand. »

Le moyen essentiel, permettant d'appliquer ces nouvelles dérégulations aux biens et aux services, sera l'obligation imposé aux gouvernements de faire appel aux arbitrages privés pour régler les différends entre un Etat et une multinationale : l'un protégeant son pays, son peuple et la nature, l'autre ne pensant qu'au profit de ses actionnaires. La justice « démocratique » sera alors réservée aux voleurs de bicyclette, la destruction sociale et environnementale relevant d'une justice de classe : voir l'affaire Tapie en France ou lire sur Bastamag « Comment l'industrie du tabac reprend l'offensive grâce aux traités de libre échange ». Les arbitrages du CIRDI, [60] sous l'égide de la BM, ou ceux rendus dans les pays de l'Alena, ont donné majoritairement raison aux multinationales sur les Etats depuis quelques décennies. La compagnie étatsunienne Lone Pine, se réclamant de ce traité, demande à l'Etat du Québec 250 millions de dollars, correspondant au manque à gagner résultant de l'interdiction de la fracturation hydraulique. Ce règlement anti-gaz de schistes n'a pour but que de protéger les québécois et la nature des pollutions environnementales provoquées par cette extraction. [61]

Face à cette volonté d'unification sous l'emprise de cette « noblature » actionnarial, Jérôme Baschet explique que la mise en œuvre « d'une autonomie rebelle dans les territoires zapatistes du Chiapas (Mexique) est l'une des plus remarquables 'utopies réelles' mises en œuvre actuellement à travers le monde ». [62] La multiplicité des mondes que proposent les communautés zapatistes, en opposition à une planète globalisée par la marchandisation, est le résultat d'une résistance et d'un cheminement très organisés vers l'autonomie des peuples. La démocratie réelle mise en œuvre au cours des 20 dernières années dans les montagnes du sud mexicain est une aventure singulière par son caractère post-capitaliste.

Des paysans pauvres, unis, nous montrent qu'une société post-extractiviste - aussi indispensable pour l'avenir de la jeune génération que pour la survie de l'humanité - est réalisable là où des citoyens entrent en conscience dans une résistance active. Si le spectacle de ce monde malade vous déprime, le passage à la lutte organisée et collective, en donnant à voir un autre futur, fera disparaître le découragement shooté dans votre cerveau par le TINA thatchérien. Les interactions sociales apporteraient-elles à certains de nos neurones ces récompenses que d'autres recherchent dans les drogues ? Certaines recherches tendraient à le prouver. Mais, comme le dit le nouveau citoyen de San Christobal de Las Casas, « il est vain de croire qu'on peut construire sans résister et stérile de résister sans construire. » [63]

## Notes

[1] <http://www.reporterre.net/spip.php?...>

[2] Géo-ingénierie : scientifiques, militaires et milliardaires s'allient pour manipuler l'atmosphère par Sophie Chapelle <http://www.bastamag.net/article3404.html>

- [3] Naomi Oreskes, L'effondrement de la société occidentale, ed LLL 2014
- [4] La BM « redoute une hausse de la température du globe de 4 °C dès 2060. Un monde à + 4°C déclencherait une cascade de changements cataclysmiques, dont des vagues de chaleur extrême, une chute des stocks alimentaires et une montée du niveau de la mer frappant des centaines de millions de personnes » <http://www.lemonde.fr/planete/artic...>
- [5] « Comment l'Europe et la Banque mondiale subventionnent le réchauffement climatique ». <http://www.bastamag.net/article777.html>
- [6] Dominique Meda, Nous vivons toujours dans la mystique de la croissance, Libération 10.09.2013
- [7] Philippe Bihoux, l'age des low tech, ed Seuil 2014
- [8] <http://reporterre.net/Le-prix-du-pe...>
- [9] Philippe Bihoux, Penser la décroissance, ed SciencePo-LesPresses 2013
- [10] <http://cadtm.org/Pour-le-gouverneme...>
- [11] Voir Bancocratie, Eric Toussaint, Aden, 2014
- [12] Harald Weltzer Libération, 22 mars 2013
- [13] Paul Aries, Amoureux du bien vivre, Golias 2013
- [14] <http://cadtm.org/L-annulation-de-la...>
- [15] <http://cadtm.org/Espagne-et-si-l-au...>
- [16] <http://cadtm.org/Video-L-audit-de-l...>
- [17] <http://cadtm.org/Argentine-la-fin-d...>
- [18] <http://fr.radiovaticana.va/news/201...>
- [19] <http://www.bastamag.net/article3045.html>
- [20] <http://abonnes.lemonde.fr/europe/ar...>
- [21] <http://cadtm.org/Grece-pourquoi-la-...>
- [22] John Perkins, Les confessions d'un assassin financier, éd Alterre, 2005
- [23] La voix de l'Afrique <http://www.youtube.com/watch?v=vW9J...>
- [24] <http://www.oxfamfrance.org/Quand-le...>
- [25] <http://www.imf.org/external/np/pp/e...>
- [26] <http://www.bastamag.net/Comment-l-a...>
- [27] <http://www.finances.net/infos/actio...>
- [28] <http://cadtm.org/Le-Bresil-l-Algeri...>
- [29] <http://www.lafranceagricole.fr/actu...>
- [30] <http://petrole.blog.lemonde.fr/2013...>
- [31] Matthieu Auzanneau, Blog Oil man <http://petrole.blog.lemonde.fr>

- [32] Hervé Kempf, Le pic pétrolier a eu lieu en 2006, <http://www.reporterre.net/spip.php?...>
- [33] Rob Hopkins, Manuel de Transition - De la Dépendance au Pétrole à la Résilience Locale, ed Ecosociété 2010
- [34] Manuel de transition, p 60
- [35] Mouvement issu des Etats-Unis, les survivalistes se préparent à des pénuries en stockant armes et nourritures dans leur maison
- [36] Hold-up sur l'alimentation, p 109
- [37] <http://cadtm.org/Quatre-portraits-d...>
- [38] Selon Olivier de Schutter de l'ONU, <http://www.greenpeace.org/canada/fr...>
- [39] <http://viacampesina.org/fr/index.ph...>
- [40] Hold up sur l'alimentation p 113
- [41] Confédération syndicale internationale <http://www.bastamag.net/On-ne-creer...>
- [42] Hold up sur l'alimentation p 119. Energie pour les engrais et les machines agricoles
- [43] Manuel de Transition, p 74
- [44] Paul Aries, Décroissance et barbarie, ed Golias 2009
- [45] Le temps du monde fini, Geneviève Azam, ed LLL 2010
- [46] <http://blogs.mediapart.fr/blog/atta...>
- [47] Christian Jacquiau, Les coulisses de la grande distribution, Albin Michel, 2000
- [48] Ikea, un modèle à démonter, O. Bailly D. Lambert, J-M Caudron, Ed Luc Pire
- [49] <http://www.actudupouvoir.fr/todmord...>
- [50] Le train pendulaire permet d'emprunter à grande vitesse les courbes des lignes classiques
- [51] au détriment des villes petites et moyennes situées sur l'itinéraire. »  
<http://www.reporterre.net/spip.php?...>
- [52] Fédération Nationale des Associations d'Usagers de Transports
- [53] Le Monde, 23-24 août 2009
- [54] Geneviève Azam, Le temps du monde fini, vers l'après-capitalisme. ed LLL 2010
- [55] <http://www.inegalites.fr/spip.php?a...>
- [56] V.Liegey, S.Madeleine, C.Ondet, A-I.Veillot, Un projet pour la décroissance, éd Utopia 2013
- [57] Richard Heinberg, Pétrole, la fête est finie, ed Résistances 2008. Yves Cochet, Pétrole Apocalypse, ed Fayard 2005
- [58] <http://petrole.blog.lemonde.fr/2013...>
- [59] <http://abonnes.lemonde.fr/les-decod...>
- [60] Centre international de règlement des différends liés à l'investissement auprès de la BM

[61] <http://iris-recherche.qc.ca/blogue/...>

[62] Jérôme Baschet, Adieux au capitalisme, Autonomie, société du bien vivre et multiplicité des mondes, La découverte

[63] Interview Jérôme Baschet, CQFD, Avril 2014